

États-Unis d'Amérique



À : Négociateurs des États-Unis à la conférence des Nations unies sur le changement climatique
Objet : Briefing sur les objectifs des négociations.

Objectifs

En 2015, les États-Unis jouèrent un rôle clé lors des négociations des accords de Paris. Accord dans lequel les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels. Cependant, en juin 2017, les États-Unis ont annoncé qu'ils se retiraient des accords de Paris et qu'ils cesseraient la mise en place de leurs engagements pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Selon les termes de l'accord, le retrait des États-Unis sera effectif en novembre 2020. Entre-temps, les États-Unis peuvent participer aux négociations. Vous devez maintenant décider :

- 1. Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Ces dernières années, les émissions des États-Unis ont diminué et sont maintenant inférieures d'environ 14% par rapport à leur niveau de 2005. Cependant, les émissions devraient augmenter de façon sensible si aucune mesure n'est prise. D'autant plus si l'on considère la politique de l'actuelle administration qui promeut l'exploitation du pétrole, du charbon et du gaz naturel. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
- 2. Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation et l'afforestation**
- 3. Si nous voulons contribuer, et de combien, au Fonds vert pour le climat** qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique. En juin 2017, les États-Unis ont annoncé qu'ils ne contribueraient plus au Fonds .

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Les études du gouvernement américain ont montré que le changement climatique affecte d'ores et déjà les 50 États et que sans une réduction drastique de nos émissions de GES, les conséquences n'en seront que plus sévères.

Opinion publique

Une majorité des citoyens américains, pensent que le changement climatique est réel et que l'activité humaine y contribue de manière significative. La plupart soutiennent la mise en place de politiques qui régleraient ce problème. Cependant, beaucoup s'opposent à toute initiative qui élèverait le coût de la vie. Pour de nombreux citoyens, le changement climatique n'est pas une priorité, il se classe loin derrière la sécurité nationale, la situation économique et le chômage. La majorité de la population s'oppose à un quelconque accord qui ferait porter une charge excessive sur notre économie alors que les émissions des pays en développement continuent de croître. De leur côté, les intérêts liés aux énergies fossiles continuent à distiller le doute sur les causes et conséquences du changement climatique.

Opportunités

En dépit de ces obstacles, le rapport bipartite « Risky Business » (<http://riskybusiness.org>), signé par d'anciens secrétaires au Trésor américain des deux bords, montre que les coûts de l'inaction sont élevés alors que la plupart des régions des États-Unis bénéficieraient d'une politique de réductions des émissions.

Action nationale

À Paris, les États-Unis se sont engagés à réduire de 26-28% leurs émissions d'ici 2025 par rapport à 2005. La réalisation de cet engagement dépend du succès de la mise en place de mesures de régulation des émissions des centrales électriques, de l'amélioration du rendement énergétique des véhicules et des actions prises aux niveaux des villes, des États et des régions. Cependant, l'administration américaine est en train de prendre des mesures pour annuler les politiques fédérales tout en arguant que les énergies fossiles seront nécessaires dans le futur. Cette position a le soutien des élus du Congrès et des intérêts économiques qui ont des liens avec l'industrie des énergies fossiles.

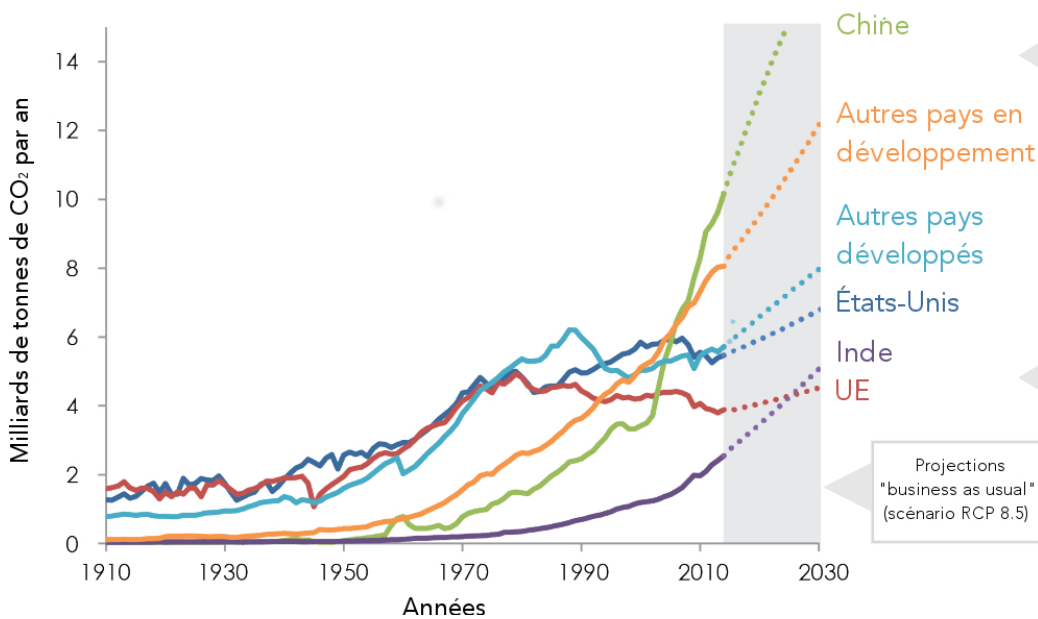
Forêts et utilisation des sols

Bien que nous pouvons nous engager à réduire nos émissions liées à la déforestation et à la dégradation des sols (REDD+), cela ne concernerait qu'une infime partie des émissions des États-Unis.

Contexte international

- La taille de l'économie chinoise est à peu près égale à celle des États-Unis, mais sa croissance est bien plus rapide et elle génère environ 30% des émissions mondiales de CO₂. A Paris, la Chine s'est engagée à atteindre le pic de ses émissions d'ici 2030. Elles seront alors plus de 2,5 fois supérieures à celles des États-Unis. La Chine ne s'est engagée à aucune réduction de ses émissions par la suite. La Chine doit réduire ses émissions pour que les États-Unis envisagent de prendre des mesures.
- Entre-temps, les émissions des autres pays en développement, comme l'Inde, augmentent très rapidement. Les États-Unis ne s'engageront pas plus loin tant que le reste du monde ne signera pas des accords de réductions d'émissions ambitieux et vérifiables. En 2050, sans réductions, les émissions des pays en développement représenteront près de 3 fois celles des pays développés. Leurs émissions doivent diminuer. Il est inacceptable que ces pays demandent aux États-Unis et aux autres pays développés de réduire leurs émissions alors que les leurs continuent d'augmenter.
- Les pays les moins développés continuent à souligner que des réductions de leurs émissions requièrent d'importantes aides financières de la part des pays riches. Mais la corruption est rampante dans de nombreux pays et l'aide apportée n'atteint que trop rarement son but. Ils vont aussi mettre l'accent sur les politiques forestières et leurs rôles pour réduire les émissions, ce qui, même si c'est important, reste insuffisant pour régler la crise climatique.

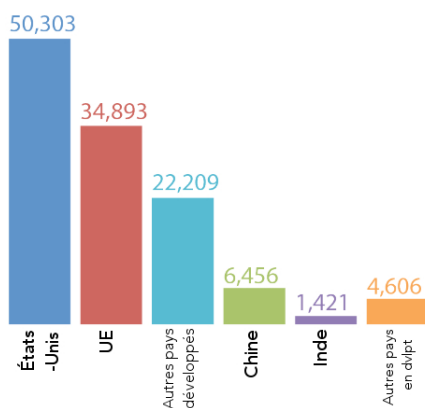
Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment



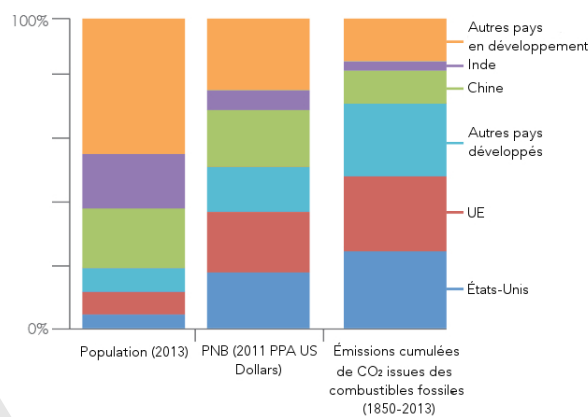
La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

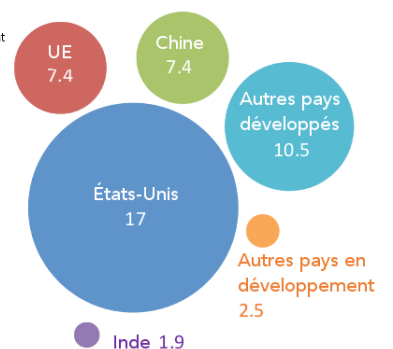
PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne 2013 (tonnes de CO₂ par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dévelpt) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).